

Lettre de Mme Carole Delga au premier Ministre

Communiqué de presse



Lettre de Mme Carole Delga au premier Ministre

Monsieur le Premier ministre,

Je vous écris depuis ces territoires de l'Occitanie qui voient, chaque heure qui passe, l'indignation et la colère monter inexorablement face au désespoir d'un peuple. Elles sont à la mesure du choc ressenti par toute une profession et, au-delà, par la population, quant à la gestion gouvernementale de la dermatose nodulaire.

Je vous écris car j'estime qu'il est temps pour vous d'intervenir afin de garantir, dans les plus brefs délais, un dialogue franc et sincère avec les agriculteurs de ce pays, seul à même d'apaiser les tensions qui ne cessent de s'aggraver dans de nombreux départements, au-delà de ma seule région.

Vous le savez : je ne suis et ne serai jamais du côté des populistes démagogues qui instrumentalisent le chagrin et le désarroi à des fins politiciennes et électoralistes, pas plus que je ne céderai rien sur ma confiance en la science et les solutions de progrès qu'elles continuent d'apporter à notre société.

Mais il faut être clair : de très nombreux Français, aux côtés de nos éleveurs, sont choqués par l'image des bêtes qu'on abat. Ils ne comprennent pas l'usage massif de la force publique, notamment celle qui s'est déroulée dans cette ferme de l'Ariège. Ils mesurent surtout la détresse d'éleveurs qui connaissent la douleur violente de perdre leur cheptel et, plus que tout, l'investissement et le sens d'une vie - et même de la vie de plusieurs générations. Nos concitoyens perçoivent cette gestion de crise comme un puissant symbole du fossé grandissant avec un pouvoir sourd, méconnaissant des réalités de vie et de territoires.

Nous devons tout faire pour éviter l'escalade et l'affrontement. Nous devons tout faire, singulièrement à quelques jours du débat européen sur le Mercosur, pour redonner rapidement confiance à une profession meurtrie. Elle s'estime abandonnée ou trahie par les pouvoirs publics, alors qu'elle continue à être massivement soutenue par les Françaises et les Français de par leur participation à notre souveraineté alimentaire.

Dans nos territoires, derrière chaque agriculteur, chaque éleveur, chaque viticulteur, c'est en effet un visage que l'on connaît, une voix que l'on apprécie, une famille que l'on côtoie car, de génération en génération, elle a transmis ce qu'il y a de plus beau : travailler durement mais toujours fièrement la terre de ce pays.

Elu(e) de la République, il est de notre devoir de les écouter et de leur apporter des réponses. Et, au-delà, un espoir, comme à l'ensemble du pays. L'absence d'écoute et d'empathie face à ces agriculteurs, dans ce moment difficile pour eux, ne fait que conforter les Français qui, dans une grande majorité, s'estiment eux aussi, ni respectés ni entendus.

Voilà pourquoi il ne peut y avoir une gestion bureaucratique et froide de cette nouvelle crise. Elle nécessite au contraire une méthode qui fait ses preuves localement et qui doit faire ses preuves au niveau national : l'échange, la compréhension et la recherche collective de l'intérêt général en réunissant au plus vite toutes les parties concernées.

C'est à vous, je le crois, Monsieur le Premier ministre, de donner cette impulsion décisive dans ce moment si important pour toute une profession qui reste le symbole vivant de ce que la France produit de meilleur.

Vous pouvez compter sur mon énergie et ma détermination à vous accompagner dans cette démarche d'ouverture qui doit collectivement, je l'espère, nous grandir.